

L'ALGÉRIE, LA FRANCE, ET LE FASCISME...

L'indépendance de Algérie n'est plus en question; entendons-nous, non pas qu'elle soit une réalité pratique, mais nul de ceux qui, sincèrement, au mois de novembre 1956, refusait d'admettre la possibilité d'une Algérie sans liens administratifs avec la France, ne soutient encore aujourd'hui cette opinion. Bien que le but essentiel soit atteint, que l'indépendance soit acquise dans tous les esprits, la guerre continue, chaque jour amène son contingent de morts de blessés, d'exactions, chaque jour, des innocents paient cette absurdité.

Mais cette indépendance, il faut la marchander, les diplomates doivent danser leur ballet, les financiers s'appréter à tirer le profit maximum du futur État algérien, quel qu'en soit le régime. Le gouvernement français d'ailleurs goûte assez que ce dernier quart d'heure compte quelques minutes de plus qui retardent d'autant le moment crucial des règlements de compte entre gens de droite auxquels nous assistons depuis quelques années et qui éclaboussent un peu partout. Plus que l'Algérie indépendante, le vrai problème c'est le fascisme et la guerre civile.

Le 13 mai nous a été présenté comme le garde fou de la guerre civile; que ceux qui y ont cru, qui en ont été les artisans fassent le bilan, on ne supprime pas les échéances en les retardant, en général, on les aggrave. La guerre civile, mais elle est là. Bien sûr, nous ne nous sommes jamais réveillés un matin au bruit des mitrailleuses, mais enfin chaque nuit le plastic explose, chaque jour les arguments de la force et de la violence se font plus impératifs. La situation n'a pas mûrie, elle s'est gangrenée. En tant qu'anarchiste, ce qui affaiblit l'autorité de l'État ne saurait nous désoler, en analysant la situation nous pouvons constater que l'État, pour être incarné, n'a plus qu'une autorité toute illusoire, nous ne pouvons nous réjouir pour autant!

Si l'indépendance théorique de l'Algérie est acquise, il y a au moins deux indépendances de fait: d'une part le F.L.N. qui contrôle la population musulmane, perçoit des impôts, a son armée, sa police et est presque la seule protection à laquelle peuvent avoir recours les libéraux européens lorsqu'ils sont menacés; d'autre part l'O.A.S. qui contrôle la grande majorité des Européens, perçoit des impôts, a son armée et sa police, qui sont souvent aussi «*notre*» armée et «*notre*» police; ses méthodes manquent d'originalité, probablement directement inspirées par les mercenaires allemands de la *Légion*, dont la marche sur Alger, vrai mouvement ou faux bruit, est périodiquement annoncée, elles ont d'étranges réminiscences du nazisme montant des années 1930: enlèvements, rafales de mitraillette par la porte que l'on ouvre, etc... Le petit colon sait que malgré l'O.A.S., il n'y aura plus jamais d'Algérie de papa, mais le spectre du Congo, lieu géométrique de ses références, crée une peur viscérale que, justifiée ou non, l'on entretient soigneusement. Pour lui c'est un combat désespéré, le dos au mur, après avoir été le héros pionnier de la civilisation en terre algérienne, il se sent abandonné, devenu le bouc émissaire responsable de toutes les exactions, les erreurs, en fait ni innocent ni entièrement coupable, c'est une excellente recrue pour le fascisme; pour les chefs O.A.S., l'Algérie n'est qu'un tremplin vers le pouvoir que de Gaulle leur a soufflé le 13 mai. Et le pouvoir légal? Lorsque Salan, sans fausse barbe, prend tranquillement l'apéritif aux terrasses des cafés d'Alger, les barbouzes officielles, dans la clandestinité elles aussi, enlèvent, contre-plastiquent, etc... Où est la légalité lorsque l'État a recours aux moyens illégaux.

En France, l'absence de toute autorité légale, pour être moins évidente n'en est pas moins tout aussi réelle. Plastiquages et, plus rarement, contre-plastiquages pour être bruyants sont beaucoup moins indicatifs que l'attitude du pouvoir judiciaire qui n'a jamais fait preuve de tant de mansuétude et de clémence que depuis que l'armée et la police ont des états d'âme. Tous semblent ménager leur place auprès des prochains maîtres. L'État commande, il n'a même jamais tant commandé depuis quelques années et jamais été si peu obéi; il commande même si bien que l'agent de police moyen est contraint à se poser un cas de conscience: doit-il obéir lorsque la main gauche lui ordonne de pourfendre l'O.A.S. ou lorsque la main droite lui commande de matraquer le manifestant anti-O.A.S. A quelle autorité se vouer? La machine étatique semble tourner à vide.

La carence de l'autorité de l'État et le recours des groupes d'individus à la force pour imposer leurs

but me semble la définition même d'un état de guerre civile selon la conception de l'état démocratique. Messieurs les démocrates modérés ayant épuisé leur provision de généraux, gardiens de l'unité nationale, vont jusqu'à approuver le principe d'une grève de protestation contre l'O.A.S. d'un quart d'heure. Excellente initiative qui finira peut-être par faire mourir l'O.A.S... de rire. Il était difficile de n'y point participer parce que nous aussi, nous sommes contre le fascisme, mais soyons sérieux, ni une grève d'un quart d'heure, ni une manifestation avec *Marseillaise* ou *Internationale* n'est suffisant, chanter n'a jamais protégé même des pèlerines ou des matraques de la police. Qu'espère la gauche d'une position aussi ridicule que ni l'anticommunisme congénital, ni la crainte de découvrir sa faiblesse numérique ou d'être dépassée par ses troupes ne peut expliquer? Pour répondre au fascisme, une seule solution: la grève générale illimitée et si ce n'est pas suffisant comme le préconisait un ouvrier de la base, au scandale des organisations communistes lors d'un meeting d'entreprise, le 6 décembre dernier:

«*Puisque le gouvernement se révèle incapable de poursuivre les plastiqueurs, il faut nous-mêmes assurer notre sécurité et réponse à la force par la force*».

Monique BERTHAULT.
